

RÈGLEMENT D'ORGANISATION DU CONSEIL SUISSE DES SOINS

Édicté par l'Assemblée des déléguées le [date]

Entrée en vigueur : [date]

Toute désignation de personne dans le présent document s'applique aux personnes de tous les genres.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1 Base légale

Le présent règlement est édicté en vertu de l'art. 7 des Statuts d'alliance care du 26 juin 2026. Il est approuvé par l'Assemblée des déléguées conformément à l'art. 6 al. 1 let. m des Statuts.

Art. 2 But

Le présent règlement régit l'organisation, la composition, les compétences et le fonctionnement du Conseil suisse des soins (ci-après : le Conseil des soins).

II. COMPOSITION ET ATTRIBUTION DES SIÈGES

Art. 3 Composition

1. Le Conseil des soins se compose de cinquante-cinq (55) membres au maximum.
2. Vingt-six (26) sièges sont attribués à l'Association suisse des infirmières et infirmiers (ASI), correspondant à la représentation des vingt-six cantons et demi-cantons suisses.
3. Deux (2) sièges supplémentaires sont attribués de plein droit à la présidente et à la vice-présidente de l'ASI. Ces sièges sont distincts des vingt-six sièges mentionnés à l'al. 2, ce qui porte à vingt-huit (28) le nombre total de sièges ASI.
4. Vingt (20) sièges au maximum sont attribués aux associations affiliées autres que l'ASI. Leur répartition s'effectue selon une clé fondée sur le nombre de membres individuelles au 31 décembre de l'exercice précédent, selon les principes suivants :
 - a) deux (2) sièges au minimum par association affiliée jusqu'à 2 000 membres individuelles ;
 - b) trois (3) sièges de 2 001 à 3 000 membres individuelles ;
 - c) quatre (4) sièges de 3 001 à 4 000 membres individuelles ;
 - d) au-delà de 4 000 membres individuels, un siège supplémentaire par tranche de 1 000 membres, dans la limite des vingt (20) sièges disponibles.

La répartition est recalculée par le Conseil des soins sur la base des données communiquées par les associations affiliées, lorsque la somme des sièges issus de la clé excède le contingent disponible (55 sièges au total, sous déduction des vingt-huit (28) sièges ASI), le Conseil des soins propose à l'Assemblée des déléguées un mécanisme de réduction proportionnelle.

5. Un (1) siège est attribué à chaque membre collectif, conformément à l'art. 3 section C al. 2 des Statuts et à la convention de prestations applicable.
6. Deux (2) sièges sont attribués à l'association collective « Advocacy alliance care », désignés par celle-ci, conformément à l'art. 3 section D al. 2 des Statuts : un siège revient à un membre individuel sans affiliation à une association affiliée, le second à une Advocate.
7. Les modalités de désignation, de remplacement en cours de mandat et de perte de qualité de membre du Conseil des soins sont précisées dans le présent règlement.

Art. 4 Membres

1. Les membres du Conseil des soins sont délégués par les associations affiliées, les membres collectifs et l'association collective « Advocacy alliance care », conformément au nombre de sièges fixé à l'art. 3.
2. Chaque membre du Conseil des soins ne peut représenter qu'une seule association affiliée ou un seul membre collectif. Le cumul de représentations au sein du Conseil des soins est exclu.
3. Les associations affiliées, les membres collectifs et l'association collective communiquent à la Direction l'identité de leurs membres et suppléantes au Conseil des soins au plus tard à la fin de l'année civile précédant la prochaine Assemblée des délégués ordinaire.

Art. 5 Suppléantes

1. Chaque association affiliée et chaque membre collectif peut désigner une suppléante par siège attribué.
2. La suppléante ne peut représenter qu'une seule association affiliée ou un seul membre collectif.
3. La suppléante siège et vote uniquement en l'absence du titulaire ; il ou elle ne peut pas siéger simultanément avec le titulaire qu'il ou elle remplace.
4. La désignation des suppléantes suit la même procédure que celle des membres titulaires et est communiquée à la Direction d'alliance care.
5. La durée du mandat de la suppléante correspond à celle du titulaire qu'elle ou il remplace.

Art. 6 Durée des mandats

1. La durée et le renouvellement des mandats des membres du Conseil des soins sont régis par l'art. 7 al. 8 à 11 des Statuts.

Art. 7 Fin anticipée du mandat et proposition de révocation

1. Un membre du Conseil des soins peut être appelée à quitter son mandat avant terme pour de justes motifs, notamment :
 - a) la violation grave ou répétée des obligations découlant du mandat, des statuts ou des règlements d'alliance care ;
 - b) la perte des conditions d'éligibilité requises pour siéger au Conseil des soins ;
 - c) un conflit d'intérêts durable et irrémédiable incompatible avec l'exercice du mandat ;

- d) une atteinte grave à la réputation ou aux intérêts d'alliance care ;
 - e) l'incapacité durable à exercer le mandat ;
 - f) la violation du devoir de confidentialité (art. 15).
2. Lorsque de justes motifs sont constatés, le Conseil des soins adresse à l'organisation qui a délégué la membre une proposition motivée de retrait. L'organisation procède au retrait ou désigne une remplaçante dans un délai de trente jours.
 3. En cas de carence de l'organisation mandante, le Conseil des soins saisit l'Assemblée des déléguées d'une proposition motivée de révocation, adoptée à la majorité des deux tiers des membres votantes du Conseil des soins. La décision de révocation appartient à l'Assemblée des déléguées, conformément à l'art. 6 al. 1 let. g des Statuts, qui statue à la majorité simple des déléguées présentes. Le membre concerné ne prend pas part au vote du Conseil des soins.
 4. Avant toute proposition au sens des al. 2 et 3, le membre concerné est entendu par le Conseil des soins. Elle peut se faire assister d'une personne de confiance. Un délai d'au moins dix jours lui est accordé pour préparer sa défense. Elle dispose des mêmes droits devant l'Assemblée des déléguées lorsque celle-ci est saisie.
 5. La proposition du Conseil des soins et, le cas échéant, la décision de l'Assemblée des déléguées sont notifiées par écrit à la membre concernée et à l'organisation mandante. La révocation prend effet à la date de la décision de l'Assemblée des déléguées, sauf décision contraire de celle-ci.
 6. L'organisation mandante désigne une remplaçante pour la durée restante du mandat, conformément à la procédure ordinaire de désignation.
 7. La décision de l'Assemblée des déléguées au sens de l'al. 3 ci-dessus peut faire l'objet d'un recours conformément à l'art. 12 des Statuts.

III. COMPÉTENCES DU CONSEIL

Art. 8 Compétences

1. Le Conseil des soins traite toutes les affaires qui ne sont pas expressément attribuées à un autre organe par les Statuts.
2. Il exerce en particulier les compétences spécifiques qui lui sont attribuées par l'art. 7 al. 4 des Statuts. Dans ce cadre, il détermine notamment les critères d'admission des membres individuelles, des Advocates et des membres honoraires, et décide de leur exclusion dans le respect du droit d'être entendue. Les modalités d'exercice de certaines de ces compétences sont précisées dans le présent règlement.

Art. 9 Procédure d'admission et d'exclusion

1. Admission ordinaire

1. Toute organisation souhaitant adhérer à alliance care en qualité d'association affiliée ou de membre collectif adresse une demande écrite à la Direction, au plus tard douze semaines avant l'Assemblée des déléguées ordinaire à laquelle elle souhaite être soumise.
2. La demande comprend les statuts de l'organisation candidate, le nombre de membres individuelles, une description de ses activités dans le domaine des soins et une déclaration d'adhésion aux valeurs et buts d'alliance care.
3. La Direction instruit la demande et soumet un rapport au Conseil des soins.
4. Le Conseil des soins examine la demande lors de sa prochaine séance ordinaire. Il peut entendre une représentante de l'organisation candidate. Il statue à la majorité simple sur la proposition à soumettre à l'Assemblée des déléguées.
5. La proposition du Conseil des soins, accompagnée du dossier de candidature et du rapport, est transmise aux déléguées avec les documents de l'Assemblée, au plus tard 4 semaines avant celle-ci.
6. La décision définitive d'admission appartient à l'Assemblée des déléguées, qui statue à la majorité simple sur proposition du Conseil des soins.

2. Admission provisoire

1. Lorsqu'une organisation candidate satisfait aux conditions d'admission mais que la prochaine Assemblée des déléguées ne peut intervenir dans un délai compatible avec ses besoins, le Conseil des soins peut, sur demande motivée, lui accorder le statut de membre provisoire jusqu'à ratification par l'Assemblée des déléguées.
2. L'admission provisoire est subordonnée aux conditions cumulatives suivantes :
 - a) dépôt d'un dossier complet conforme à l'al. 2 du paragraphe 1 ci-dessus ;
 - b) rapport d'analyse favorable de la Direction ;
 - c) décision du Conseil des soins prise à la majorité des deux tiers des membres votantes ;
 - d) engagement écrit de l'organisation candidate de respecter les Statuts et règlements d'alliance care, ainsi que de s'acquitter des cotisations dues ;
 - e) soumission de l'admission provisoire à la prochaine Assemblée des déléguées ordinaire pour ratification définitive.
3. Le membre provisoire dispose, dès la décision du Conseil des soins, des droits liés à sa qualité, sous réserve des restrictions suivantes : il ou elle ne dispose pas du droit de vote à l'Assemblée des déléguées jusqu'à ratification définitive et ne peut pas siéger au sein des organes de l'association.

4. L'admission provisoire est réputée définitive dès l'approbation par l'Assemblée des déléguées. En cas de refus, la qualité de membre cesse à la date de la décision de l'Assemblée des déléguées ; les cotisations versées pour la période d'admission provisoire restent acquises à alliance care.
5. La décision d'admission provisoire ainsi que la décision de ratification ou de refus sont notifiées par écrit à l'organisation concernée.

3. Exclusion

1. Le Conseil des soins peut proposer à l'Assemblée des déléguées l'exclusion d'une association affiliée ou d'un membre collectif pour de justes motifs, notamment :
 - a) la violation grave ou répétée des obligations statutaires ou contractuelles ;
 - b) le non-paiement de la cotisation après mise en demeure ;
 - c) un comportement portant gravement atteinte aux intérêts ou à la réputation d'alliance care.
2. Avant de formuler sa proposition, le Conseil des soins entend l'organisation concernée. Un délai d'au moins quinze jours lui est accordé pour présenter ses observations écrites.
3. La proposition d'exclusion, motivée par écrit, est transmise à l'Assemblée des déléguées avec les documents. L'organisation concernée a le droit d'être entendue par l'Assemblée avant le vote.
4. L'Assemblée des déléguées statue à la majorité des deux tiers des déléguées présentes.
5. La décision d'exclusion est notifiée par écrit à l'organisation concernée dans les dix jours suivant l'Assemblée. Elle peut faire l'objet d'un recours conformément à l'art. 12 des Statuts.

4. Admission des membres individuelles et des Advocates

1. Toute personne souhaitant adhérer à alliance care en qualité de membre individuelle ou d'Advocate adresse une demande écrite à la Direction.
2. Conformément à l'art. 3 section A et à l'art. 3 section E des Statuts, la Direction examine la demande au regard des critères d'admission fixés par le Conseil en application de l'art. 8 al. 2 du présent règlement.
3. La Direction prononce l'admission lorsque les critères sont manifestement remplis. En cas de doute, de circonstances particulières ou d'opposition motivée, elle soumet la demande au Conseil des soins, qui statue à la majorité simple.
4. Le rejet d'une demande d'admission est notifié par écrit à la personne concernée, avec indication des voies de recours conformément à l'art. 12 des Statuts.

IV. ORGANISATION INTERNE

Art. 10 Présidence et Direction

1. Présidence

1. Le Conseil des soins est présidé par la présidente.
2. En cas d'empêchement, un autre membre de la présidence assume la direction, conformément à l'art. 7 al. 6 des Statuts.
3. Le travail de la présidente et la vice-présidente est marqué par le dialogue institutionnel et interpersonnel ainsi que par la collaboration. Cette approche favorise la reconnaissance, le renforcement et le développement durable de la profession infirmière dans le système de santé suisse, au service de la population et de la qualité des soins, et garantit une gouvernance participative, transparente et collégiale.
4. La présidence assume notamment les attributions suivantes :
 - a) définition, mise en œuvre et surveillance de la stratégie d'alliance care, dans le cadre fixé par l'Assemblée des déléguées ;
 - b) direction du Conseil des soins et de la présidence ;
 - c) encadrement de la Direction ;
 - d) fixation de l'ordre du jour des séances du Conseil des soins ;
 - e) présidence de l'Assemblée des déléguées, conformément à l'art. 13 al. 1 du règlement de l'Assemblée des déléguées ;
 - f) préparation des séances du Conseil des soins et de l'Assemblée des déléguées en collaboration avec la Direction ;
 - g) surveillance du respect des Statuts et des règlements ;
 - h) approbation de la mise en œuvre de décisions urgentes par voie de circulation conformément à l'art. 16 du présent règlement ;
 - i) adoption, en cas d'urgence avérée, de décisions provisionnelles soumises à ratification ultérieure du Conseil des soins ;
 - j) représentation juridique d'alliance care vis-à-vis des tiers ;
 - k) responsabilité de la communication institutionnelle d'alliance care.

2. Direction

1. La Direction est responsable de la gestion opérationnelle d'alliance care, conformément à l'art. 11 des Statuts.
2. Elle rend compte régulièrement au Conseil des soins.
3. Les membres de la présidence et de la Direction désignées par le Conseil des soins disposent d'un droit de signature collective à deux, conformément à l'art. 7 al. 7 des Statuts.

3. Vice-présidences

1. Les vice-présidentes soutiennent la présidente dans l'ensemble de ses attributions et participent à la conduite stratégique du Conseil des soins.
2. Elles assument des domaines de responsabilité définis par la présidente en concertation avec elles, et représentent la présidente en cas d'empêchement de celle-ci.
3. La répartition concrète des domaines entre les vice-présidentes est arrêtée par la présidente et communiquée au Conseil des soins.

Art. 11 Documents et langues

1. Les langues officielles d'alliance care sont l'allemand et le français.
2. Les séances du Conseil des soins se tiennent si possible avec traduction simultanée dans les deux langues officielles. L'utilisation d'un outil de traduction en ligne est privilégiée.
3. Les documents soumis au Conseil des soins sont mis à disposition dans la mesure du possible dans les deux langues officielles au moment de leur envoi aux membres.
4. Chaque membre du Conseil des soins a le droit de s'exprimer et de voter dans la langue officielle de son choix.
5. Le procès-verbal est établi dans les deux langues officielles dans la mesure du possible. La version faisant foi en cas de divergence est déterminée par le Conseil des soins.

Art. 12 Séances et prise de décision

1. Le Conseil des soins se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au minimum trois fois par an.
2. Les séances peuvent se tenir en présentiel, par visioconférence ou en format hybride.
3. Le Conseil des soins délibère valablement lorsque sont présentes ou représentées, simultanément : (i) au moins soixante-quinze pour cent (75 %) des membres provenant des associations affiliées autres que l'ASI, des membres collectifs et de l'association collective « Advocacy alliance care » (catégories visées aux art. 3 al. 4 à 6 ci-dessus) ; et (ii) au moins vingt (20) membres du comité de l'ASI (art. 3 al. 2 et 3 ci-dessus).
4. Les propositions de modification des Statuts à soumettre à l'Assemblée des déléguées requièrent en outre la présence ou la représentation d'au moins quatre-vingts pour cent (80 %) des membres provenant des associations affiliées autres que l'ASI, des membres collectifs et de l'association collective « Advocacy alliance care ». Elles sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, les abstentions n'étant pas comptées.

5. Les décisions sont prises conformément aux majorités définies à l'art. 14 du présent règlement.
6. En cas d'égalité, la voix de la présidente ou de la personne présidant est prépondérante, conformément à l'art. 7 al. 6 des Statuts.
7. Les décisions peuvent également être prises par voie de circulation écrite ou électronique, selon les modalités de l'art. 16 du présent règlement.
8. Le Conseil des soins tient en règle générale trois séances ordinaires par an : la séance de juin, en présentiel, durant la semaine de l'Assemblée des déléguées ; les séances d'avril et d'octobre, en format en ligne ou hybride. Le calendrier annuel des séances est arrêté par la présidence et communiqué à l'ensemble des membres au plus tard le 30 novembre de l'année précédente.
9. La convocation, accompagnée de l'ordre du jour et des documents y afférents, est adressée par voie électronique au moins trois (3) semaines avant la séance.
10. Une séance extraordinaire est convoquée par la présidence lorsqu'elle l'estime nécessaire ou sur demande écrite et motivée d'au moins un quart (1/4) des membres provenant des associations affiliées autres que l'ASI, des membres collectifs et de l'association collective. Le délai de convocation est ramené à deux (2) semaines au minimum.
11. La responsable de la Direction participe aux séances du Conseil des soins avec voix consultative. D'autres membres du cadre de la Direction peuvent être appelés à participer pour des objets déterminés. Le Conseil des soins peut, avant ou pendant la séance, décider que certains points sont traités à huis clos, hors la présence de la Direction et de ses cadres.

Art. 13 Majorités et modes de scrutin

1. Règle générale

Le Conseil des soins statue à la majorité simple des membres votantes (plus de la moitié des voix exprimées). Les abstentions ne sont pas comptées dans les voix exprimées. En cas d'égalité, la voix de la présidente ou du membre de la présidence qui préside est prépondérante, conformément à l'art. 7 al. 6 des Statuts.

2. Décisions à la majorité simple

Les décisions suivantes sont prises à la majorité simple :

- a) approbation du budget annuel et de ses modifications en cours d'exercice ;
- b) approbation des comptes intermédiaires et des rapports financiers ;
- c) fixation des cotisations des associations affiliées, des membres collectifs et des contributions de solidarité des Advocates ;
- d) conclusion et résiliation de contrats de prestations avec les associations affiliées et les membres collectifs ;

- e) détermination des critères d'admission des membres individuelles, des Advocates et des membres honoraires ;
- f) préparation de propositions à l'Assemblée des déléguées (admission, exclusion, règlements) ;
- g) adoption du plan stratégique et de ses ajustements annuels ;
- h) institution et dissolution de commissions ;
- i) délégation de compétences aux commissions ;
- j) approbation des rapports des commissions ;
- k) décisions relatives à l'organisation interne (ordre du jour, procédure, etc.) ;
- l) toute décision non soumise à une majorité qualifiée en vertu du présent article.

3. Décisions à la majorité qualifiée des deux tiers

Les décisions suivantes requièrent une majorité des deux tiers des membres votantes :

- a) exclusion définitive d'un membre individuelle, d'une Advocate ou d'un membre honoraire (art.8 al. 2 du présent règlement) ;
- b) adoption d'une proposition de révocation d'un membre du Conseil à l'attention de l'Assemblée des déléguées (art. 7 al. 3 du présent règlement) ;
- c) élection et révocation des membres de la Direction ;
- d) adoption d'une proposition de modification du règlement d'organisation du Conseil des soins, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée des déléguées conformément à l'art. 6 al.1 let. m des Statuts ;
- e) adoption et modification de tout autre règlement relevant de la compétence du Conseil des soins.

Art. 14 Confidentialité des votes et des délibérations

1. Les votes au sein du Conseil soins ont lieu à main levée, sauf demande de scrutin secret formulée par au moins un cinquième des membres présentes ou participantes.
2. Le résultat des votes est consigné au procès-verbal avec indication du nombre de voix pour, contre et des abstentions. L'identité des votantes n'est pas mentionnée, sauf en cas de scrutin nominatif expressément décidé par le Conseil des soins.
3. Les délibérations du Conseil des soins sont confidentielles. Les membres sont tenus à la discrétion sur le contenu des débats, des positions exprimées et des votes individuels.
4. Le procès-verbal est diffusé selon les modalités déterminées par le Conseil des soins conformément à l'art. 19. Certaines parties peuvent être classifiées confidentielles par décision du Conseil des soins.
5. La violation du devoir de confidentialité peut constituer un juste motif de fin anticipée du mandat conformément à l'art. 7 du présent règlement.

Art. 15 Procédure de vote par voie de circulation

1. La présidente peut soumettre une décision par voie de circulation écrite ou électronique lorsque l'urgence le justifie ou lorsque l'objet ne nécessite pas de délibération.
2. Le délai de réponse est fixé à au moins sept jours calendaires à compter de l'envoi. En cas d'urgence dûment motivée, ce délai peut être réduit à trois jours ouvrables.
3. La décision par voie de circulation est valablement prise lorsque la majorité absolue des membres du Conseil des soins y participe (quorum de participation).
4. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres ayant répondu, sauf disposition contraire du présent règlement ou des Statuts. Les décisions à majorité qualifiée (art. 14 al. 3) requièrent les deux tiers des membres ayant répondu, dans le respect du quorum de participation.
5. Toute membre peut exiger, dans le délai imparti, que l'objet soit renvoyé à la prochaine séance pour délibération. Cette demande suspend la procédure de circulation.
6. Les membres qui n'ont pas répondu dans le délai imparti sont réputées s'être abstenues. Leur absence de réponse est consignée au procès-verbal.
7. Le résultat du vote est communiqué à toutes les membres dans les cinq jours ouvrables suivant la clôture du délai.

Art. 16 Commissions

1. Le Conseil des soins peut instituer des commissions permanentes ou temporaires, conformément à l'art. 7 al. 5 des Statuts.
2. Il en fixe la composition, le mandat et les compétences.
3. Il peut leur déléguer des compétences décisionnelles définies dans un règlement spécifique.
4. Les commissions rendent compte au Conseil des soins.

V. DEVOIRS ET PROCÈS-VERBAUX

Art. 17 Devoirs des membres

1. Les membres exercent leur mandat personnellement et dans l'intérêt de l'association.
2. Elles sont soumises à un devoir de diligence et de loyauté.
3. En cas de conflit d'intérêts, les membres concernées doivent se récuser.

Art. 18 Procès-verbal

1. Chaque séance fait l'objet d'un procès-verbal rédigé en allemand ou en français. La responsabilité de la rédaction incombe à la Direction. Lorsque le Conseil des soins décide de tenir tout ou partie d'une séance à huis clos hors la présence de la Direction (art. 13 al. 11), un membre du Conseil des soins rédige le procès-verbal de la partie concernée.
2. Le procès-verbal est adressé aux membres du Conseil des soins dans les quatorze (14) jours suivant la séance.
3. Le procès-verbal est réputé approuvé tacitement quatorze (14) jours après son envoi, en l'absence d'opposition. Les corrections de forme (orthographe, références) sont opérées par la voie de circulation. En cas d'opposition portant sur le contenu d'un point particulier, ce point est inscrit d'office à l'ordre du jour de la séance suivante au titre d'une demande de réexamen (« Rückkommensantrag »), motivée par la personne qui s'oppose.
4. Le Conseil des soins détermine les personnes ayant accès au procès-verbal ou à des parties de celui-ci, conformément à l'art. 15 du présent règlement.

VI. DISPOSITIONS FINALES

Art. 19 Indemnités

1. Les membres du Conseil des soins et des commissions sont indemnisés pour l'exercice de leur mandat.
2. Les modalités d'indemnisation sont fixées par un règlement d'indemnisation séparé, édicté par le Conseil des soins et soumis à l'approbation de l'Assemblée des déléguées.
3. Le règlement d'indemnisation distingue notamment (i) les jetons de présence pour la participation aux séances, (ii) les forfaits éventuels pour les charges spécifiques, en particulier la présidence, les vice-présidences et la présidence de commissions, et (iii) le remboursement des frais effectifs.
4. Les frais effectifs sont remboursés sur la base des tarifs en vigueur d'alliance care.
5. Le règlement d'indemnisation reste en vigueur jusqu'à modification approuvée par l'Assemblée des déléguées.

Art. 20 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur après approbation par l'Assemblée des déléguées, conformément à l'art. 6 al. 1 let. m des Statuts.

Toute modification du présent règlement suit la même procédure.

Approuvé par l'Assemblée des déléguées d'alliance care

Le _____